

# LE VILLAGE ET L'HISTOIRE

par

P. de COMARMOND

Le premier contact « scientifique » avec la société paysanne de l'Imerina semble, paradoxalement, confirmer un stéréotype à savoir celui de « sociétés sans histoire », indistinctement appliqué à toutes les formes de civilisation extra-européennes. Curieusement aussi ce stéréotype s'applique autant à l'histoire précoloniale, qu'à l'histoire « chaude », celle des quelques années qui ont suivi l'indépendance et qui n'ont pas, du moins pour le moment, donné lieu à des transformations sociales d'envergure.

Le paysannat a passé au travers de grands bouleversements historiques, — passage à l'Etat, conquête coloniale, décolonisation, — comme s'il n'était pas concerné, comme si l'histoire devait se faire sans lui, comme si enfin elle ne pouvait se faire que contre lui. Il a connu, connaît encore aujourd'hui, des situations de crise, mais aucun indice « objectif » ne permet d'en saisir le contenu. La démographie est équilibrée; la production plus ou moins stagnante, cependant suffisante pour couvrir les besoins essentiels. Les structures familiales, bien qu'engagées dans un processus de segmentation rapide, n'en sont pas pour autant disloquées. Le famadihana enfin, moment privilégié de la vie sociale, institution anté-historique aussi bien qu'anti-historique, replonge périodiquement la communauté villageoise dans un éternel présent.

Ici donc, rien de semblable à la destructuration brutale et totale aisément décelable dans nombre de sociétés colonisées. A première vue — et malheureusement il ne nous a pas été possible d'aller beaucoup plus loin — la vie rurale se déroule, monotone et paisible, indépendante des pouvoirs politiques qui se sont succédé en se reproduisant. Dans ses contacts avec les agents de l'extérieur le paysan présente un monde « réifié » dans un langage « réifié », le seul qu'à ses yeux nous puissions comprendre. Il « achète », il « vend », il est « propriétaire » et une observation superficielle en viendrait vite à présenter l'univers villageois comme un monde de petits bourgeois, un petit monde sans problème puisque sans inégalités sociales, sans dynamisme propre puisque sans inégalités sociales, sans dynamisme propre puisque sans conflits internes.

Cette « représentation » comporte pourtant une part de vérité. Elle reflète en effet la relative — et récente — autonomie de la famille - ménage dans le processus de production, donc l'indépendance, pour ce qui est des conditions de la vie matérielle, de l'exploitation familiale à l'égard de la communauté villageoise.

Nous nous trouvons donc en présence de deux phénomènes essentiels pour la compréhension de la société paysanne :

1° — Le niveau de conscience du paysan ne dépasse pas l'horizon du village

2° — Il tend, du fait des conditions de la production, à s'enfermer dans la cellule familiale restreinte. C'est dire que le **village** tend de plus en plus à n'avoir d'existence qu'**idéologique**.

On pourrait dire que d'une part la société paysanne est **surdéterminée de l'extérieur**, que d'autre part elle se refuse à penser son rapport avec l'extérieur comme un **rapport historique**, donc susceptible de se modifier. Elle se refuse à « agir » ce rapport. Bien au contraire, elle le subit comme une donnée irréductible. Pourquoi? La question est d'importance. Car le passage à l'Etat ne signifie-t-il pas pour toute société élargissement de l'« espace social » des groupes restreints autrefois autonomes? Comment se fait-il alors que dans une société qui depuis le début du XIXe a un Etat doté d'une organisation politique et administrative élaborée, le village soit à ce point replié sur lui-même?

Une brève incursion dans l'histoire malgache précoloniale nous donnera des éléments de réponse à cette question. Au fond, on pourrait avancer que l'Etat malgache, l'Etat merina, a surgi trop tôt et trop vite.

Trop tôt. A cet égard, il convient de souligner à quel point le processus du passage à l'Etat a pu être différent à Madagascar de la lente maturation — transformations sociales internes au monde paysan, apparition de groupes sociaux antagonistes — qui a abouti à la société féodale en Occident. Le système féodal a été le produit du développement des contradictions internes de la société villageoise. Dans le cas de l'Etat malgache, par contre, la mise en place d'un pouvoir hautement centralisé avec Andriampoinimerina (1787-1810) apparaît comme une excroissance liée à des conditions historiques contingentes, on pourrait presque dire à un accident historique. Plus exactement, les conditions socio-économiques de l'apparition de l'Etat n'étaient réalisées à l'époque que dans certaines régions de l'Imerina. Dans le reste du pays merina, le village, le monde rural étaient encore à un stade préhistorique; donc d'autant plus vulnérables qu'ils se trouvèrent brutalement projetés dans une histoire qui était extérieure à leur univers, dans l'histoire. Cette absence de médiations entre la communauté rurale d'une part, l'Etat de l'autre, ce décalage entre le Centre (développé) et la périphérie (sous-développée) sont très clairement exprimés dans ce que l'on pourrait appeler le « productivisme militant » d'Andriampoinimerina. « Il n'y avait pas de terre de la grosseur de ceci (le vieil-

lard qui rapportait cela prenait un peu de terre de la grosseur d'un grain de maïs) qui n'eût fait l'objet des lois d'Andrianampoinimerina et où il n'ait appliqué ses pensées ». Tels sont les propos d'un informateur du R.P. Callet (1). De même, G. Chapus (2) note combien les discours du souverain contenaient beaucoup plus ce qui doit être que ce qui est, reflétant ainsi l'avance de l'Etat sur les conditions sociales et économiques de l'époque. Véritablement ici ce sont les superstructures qui gouvernent l'infrastructure et la modèlent à leur image. Le volontarisme d'Andrianampoinimerina est tout à fait anachronique. Il rappelle très précisément celui de la Chine populaire, ou, à une époque plus récente, celui des gouvernements des pays dits sous-développés.

Il ne resta pas purement verbal; et c'est en quoi l'on peut dire que l'Etat malgache est né trop vite. Comme le souligne G. Condominas, Andrianampoinimerina a fait en 10 ans ce que les sociétés européennes ont mis plusieurs siècles à réaliser. La première tâche à laquelle il s'attela, après la conquête et l'unification de l'Imerina, fut la domestication de l'eau, problème crucial pour le développement de la production; un réseau de digues et de canaux fut élaboré et réalisé en quelques années, entraînant un bond en avant de la production agricole et l'on peut avancer que le pouvoir des successeurs d'Andrianampoinimerina reposa en grande partie sur cet **acquis** dont ils se contentèrent de recueillir les fruits. L'expression est peut-être abusive. Il nous semble pourtant que les bases économiques de la monarchie merina étaient en place à la mort de son premier souverain et que rien de comparable à cela ne fut fait par la suite. Avec Nampoina il y a à proprement parler un **saut qualitatif** de la production et du contenu des rapports sociaux. Radama I parachèvera cette œuvre, mais sur un plan purement extensif — conquête et consolidation du pouvoir sur les régions côtières —. Enfin, à partir de Ranavalona Ière, commence la phase descendante de l'Etat malgache caractérisée notamment par un faible développement des forces productives, sinon une stagnation de la production.

Mais ce qui nous intéresse plus particulièrement ici, c'est essayer d'analyser les modèles de rapports sociaux instaurés par l'Etat malgache à savoir le type de relations existant entre l'appareil d'Etat d'une part, les communautés rurales de l'autre, et aussi, mais les matériaux nous manquent et nous sommes condamnés à des hypothèses, les rapports sociaux internes à la communauté villageoise, plus exactement le problème de l'esclavage.

### L'état et la communauté rurale.

Il convient tout d'abord de souligner la **faiblesse** extraordinaire des **moyens de domination de l'appareil d'Etat** sous Andrianampoinimerina : l'infrastructure routière était évidemment inexistante et au-delà de l'en-

(1) « Tantaran' ny Andriana »

(2) « 80 années d'influences en Imerina ».

ceinte des douze collines sacrées, le contrôle de la population purement théorique, les moyens techniques et éducatifs étaient extrêmement limités. Enfin, ce qui n'est pas le moins, comme le fait remarquer G. Condominas, l'écriture était inconnue et l'on imagine facilement les difficultés inhérentes à l'administration d'un peuple dans ces conditions. D'autant plus que, en droit tout au moins, le pouvoir était **hyper-centralisé**. En fait, dans les régions éloignées, il était délégué aux seigneurs « *tompomenakely* », détenteurs de fiefs, et aux chefs représentants de l'Etat mais cette délégation était éminemment révocable. Pour employer le langage des juristes, il n'y avait pas à proprement parler **décentralisation** mais plutôt **déconcentration** en ce sens que ces personnages étaient détenteurs de privilèges non pas pour en jouir paisiblement mais pour servir l'Etat, c'est-à-dire lui faire parvenir les redevances qui lui revenaient.

Il en est de même pour les récompenses attribuées par Andrianampoinimerina à ceux qui s'étaient distingués pendant la conquête. Ainsi est-il écrit dans l'histoire des Rois : « Des Tsimahafotsy (1) Andrianampoinimerina fait les **pères de la population** et il leur donne des enfants (2) dont ils recevront les soins ». « Toutefois, même si je vous les donne pour être vos enfants, ô gens d'Ambohimanga, si vous dévorez mes gens, je réduirai en esclavage vos femmes et vos enfants : parce que je vous les donne pour être vos enfants, mais **c'est à cause des conditions qui vous permettront de me servir** ».

Servir l'appareil d'Etat incarné dans la personne d'Andrianampoinimerina. Pour fonctionner, en effet, l'appareil d'Etat devait pouvoir disposer de ressources. Mais là encore, la faiblesse des moyens à sa disposition écartait la contrainte et la coercition. Il est frappant de constater à quel point l'armée n'a été qu'un instrument de conquête. Une fois la conquête effectuée, l'unification réalisée, son rôle disparut totalement. C'était d'ailleurs sous Andrianampoinimerina une **armée** de volontaires combattant à égalité de forces contre les peuples à soumettre (3) et l'on voit mal comment elle aurait pu s'imposer comme force de coercition politique et policière.

C'est pourquoi la seule possibilité pour l'Etat de se maintenir et de se développer était d'assurer un **pouvoir de fonction**, d'assumer donc aux yeux du peuple une **fonction** que l'organisation socio-politique antécédente était incapable de remplir avec autant d'efficacité. Cette fonction, ce fût le contrôle de l'eau dont on sait à quel point il est essentiel pour la culture du riz. Contrôle défensif d'abord — digues de protection —, puis productif — construction de canaux d'irrigation —. L'Etat merina, vu les moyens dont il pouvait disposer en force de travail, pouvait aménager d'immenses plaines rizicoles — la Betsimitatatra — sur lesquelles le travail en miettes

(1) L'une des quatre tribus de l'Avaradrano, district de l'Imerina.

(2) Il faut entendre des esclaves.

(3) C'est pourquoi le processus d'unification se fait beaucoup plus, sauf peut-être pour Tananarive, par voie de conquêtes diplomatiques que par la conquête militaire.

n'avait autrefois aucune prise (1). Il pouvait aussi reconstituer des stocks de sécurité et faire face aux calamités climatiques éventuelles. « La terre est à moi, déclare Andrianampoinimerina, je vous la donne à raison de 1 hetra (2) par personne ». Le grand roi se substitue donc aux collectivités villageoises en ce qui concerne le droit fondamental sur la terre et il la redistribue équitablement aux **citoyens**, c'est-à-dire aux hommes libres.

\*  
\*\*

Seul un pouvoir de fonction pouvait permettre à l'Etat merina de réaliser les conditions indispensables pour le contrôle de l'ordre social qu'il instaurait : à savoir la fixation territoriale de la population et sa fixation « sociale ».

Il est intéressant de constater avec quelle minutie l'Imerina est compartimentée : en districts, puis en tribus, puis en vallées, mais ce n'est pas le territoire que l'on divise ainsi, ce sont les **hommes** que l'on recense au niveau de chaque vallée de même que les **hetra**, superficies en rizières qu'ils détiennent, opérations préalables à une organisation rationnelle du tribut en travail et en biens. « La population de l'Imerina est un œuf qu'on ne peut pas changer de nid », dit Andrianampoinimerina, ce qui signifie que la population doit être géographiquement figée, les migrations sous le contrôle exclusif de l'Etat.

Fixation sociale aussi, nous voulons évoquer ici les rapports entre l'aristocratie dominante et le peuple dont la codification (3) est la condition même de la perpétuation du pouvoir et de l'Etat. L'esclavage est du domaine domestique. Il n'est point nécessaire de le réglementer dans ses moindres détails sauf sur un point qui aura valeur de symbole : désormais les hommes appartiennent au Roi, c'est donc lui, et non leur maître, qui a droit de vie et de mort sur les esclaves.

\*  
\*\*

La monarchie merina assumait un pouvoir de fonction. Mais la mise au travail de la population **pour l'Etat** exigeait plus que cela. La coercition étant écartée, il fallait obtenir la participation « volontaire » du peuple à l'édification de la nation.

D'où l'emprunt par Andrianampoinimerina de **modèles d'organisation et d'action** propres aux communautés pré-étatiques. La corvée se fera sur un mode compétitif entre les tribus dont les contingents sont groupés deux

---

(1) Nous schématisons volontairement. Les prédécesseurs de Nampoina s'étaient déjà attaqués à la mise en valeur de cette plaine, mais à une échelle incomparablement plus petite.

(2) 1 hetra = 0, 8 ha.

(3) cf. plus bas.

par deux, le perdant devant payer une amende au gagnant : c'est le **lokampanompoana**, reproduction d'une coutume traditionnelle de compétition entre les villages au travail, le **din' asa** (1). Une fois la corvée effectuée, le Roi offre une fête, un repas communiel où l'on tue un nombre impressionnant de bœufs, comme les ray aman-dreny qui, dans les villages, remercient les « volontaires » qui ont accompli pour eux un travail. On pourrait reprendre à propos de l'Etat merina ce qu'écrit A. Métraux à propos des Incas : « C'est moins la communauté qui s'adaptait à une nouvelle organisation que la dynastie des Incas qui, s'identifiant en quelque sorte à l'ordre ancien, s'enracinait dans la communauté ».

D'où aussi cette invocation constante par Andrianampoinimerina de la tradition des ancêtres, et ceci même lorsqu'il introduit des innovations révolutionnaires. Une contradiction très significative des Tantaran' ny Andriana mérite à cet égard d'être citée : « Il (Andrianampoinimerina) interdisait catégoriquement ce qui était en dehors des recommandations ancestrales... Les douze montagnes devinrent, après les décrets d'Andrianampoinimerina, de **grands fiefs contrairement aux ordonnances ancestrales**; on ne put plus en faire de petits fiefs après qu'Andrianampoinimerina eut **décidé** que ce n'était pas conforme aux ordonnances ancestrales ». (2)

D'où enfin, l'utilisation de **structures préexistantes** pour servir les fins de l'Etat. Le village devient le cadre de la perception du tribut, l'organisation communautaire du village, la garantie de son paiement. Quant à l'agencement interne de la communauté villageoise, l'Etat s'en soucie peu. Il mise sur le « fonctionnement automatique » des communautés rurales. Leur existence « pour soi » ne lui importe pas. Seule compte leur existence « pour lui ». Certes, Andrianampoinimerina régleme dans leurs moindres détails les affaires domestiques, mais c'est plutôt pour fixer un cadre cohérent de résolution des conflits. Ses administrateurs itinérants les vadintany, se garderont bien de s'immiscer dans les affaires intérieures du village. Ils ne le feront que lorsque la population fera appel spontanément à leurs services. Sinon... « deux maisons peuvent se constituer en tribunal... » D'ailleurs l'unité, la solidarité au niveau du village sont indispensables au fonctionnement du système (3). Des antagonismes locaux menaceraient gravement le pouvoir global; **l'unité dans la servilité** c'est ce que comportait en germe l'Etat sous Andrianampoinimerina. Le peuple — les hommes libres — est en effet uni dans le service qu'il doit au souverain. Ce qui définit le citoyen, c'est la corvée. L'esclave lui n'a pas « droit

- 
- (1) Il n'est pas sans intérêt de constater à quel point le pari — pari de guerre, pari de corvée, pari sur combats de coqs, compétition de hira gasy entre les villages — est un modèle culturel universel de la société malgache. Il pénètre, en effet, tous les secteurs de la vie sociale.
  - (2) La traduction des « Tantaran' ny Andriana » est ici fautive. « Grand fief » traduit « menabe » c'est-à-dire le domaine royal, « petit fief » s'applique à « menakely fief attribué par le souverain.
  - (3) Les références constantes faites par Andrianampoinimerina à l'idéologie égalitaire des ohabolana en sont un indice.

à verser sa contribution». «Ambohimanga et Tananarive, déclare Andrianampoinimerina, n'aiment pas l'argent, n'aiment pas les biens... ce qu'elles aiment, c'est que la population qui me sert soit nombreuse» (1). C'est pourquoi nous pensons voir dans le **service dû au souverain** par les communautés rurales — et non les individus — la structure fondamentale de l'Etat Malgache. Que dire alors du système des castes et de l'esclavage ?

### Le système des castes

Remarquons que l'organisation du système des castes concerne surtout la caste **andriana**, celle où se trouvent les candidats possibles au pouvoir royal. Andrianampoinimerina ne modifie pas sensiblement l'organisation laissée par ses prédécesseurs. La caste andriana est divisée en sept clans ayant chacun des prérogatives précises et bien définies. Ces clans interagissent avec l'Etat par un système rigoureux de prestations, d'exemptions, de dons. Chacun d'entre eux a le privilège de certaines fonctions : depuis celui de gouverner des fiefs — c'est le cas des Andriamasinavalona, descendants des quatre fils de ce souverain du 18<sup>e</sup> siècle qui n'ont pas régné — jusqu'à ceux de garder les idoles royales, d'administrer le tanguin, ou même de « chercher le pilier du milieu » lorsque le souverain construit une maison (Zanadralambo). Il est frappant de constater avec quelle précision névrotique le rôle de chaque clan andriana est dramatisé dans les rituels ayant trait à la royauté (2). Mais c'est beaucoup plus l'ordre interne du pouvoir royal que l'ordre des relations du pouvoir au peuple, ou des castes entre elles, qui est réaffirmé en ces occasions. De même pour la fixation du système des castes, il s'agit beaucoup plus de l'organisation interne de l'aristocratie dominante pour limiter l'accès au pouvoir et éviter les luttes intestines que de l'organisation du pouvoir d'Etat face au peuple.

### L'esclavage

L'esclavage pose nombre de problèmes. On ne dispose d'ailleurs que d'un nombre limité de documents reflétant l'organisation du travail au niveau du village et les rapports inter-castes qu'elle mettait en jeu. On peut cependant avancer que l'esclavage dans la société merina pré-coloniale était de type domestique paternaliste et non de type productif.

« L'esclavage n'a pas le caractère repoussant qu'il a dans d'autres pays, écrit Sibree. Il est également exempt de cruauté et d'abus d'autorité... On les cajole, on les flatte quand on a quelque travail à leur demander... Les exemples de mauvais traitements sont relativement rares et la condition

(1) Et aussi : « C'est moi qui suis leur lien ; (pour les 6 divisions de l'Imerina) je suis, moi, Ambohimanga et Tananarive, ce qui les unit ».

(2) Cf. Les descriptions du «fandroana» (bain royal), des cérémonies d'intronisation, d'inhumation des rois décédés in Chapus et Mondain : « Rainilaiarivony, un homme d'Etat Malgache ».

de la population servile est souvent plus douce que celle des plus pauvres dans la classe libre » (1)

On ne peut qu'être frappé par le fait que tous les auteurs « coloniaux » sont beaucoup plus choqués par la corvée que par le système de l'esclavage (2). Là non plus, en effet, la coercition n'était pas la règle dans les rapports maître-esclave. La rareté des terres à rizières jointe à l'idée, fondamentale pour tout Malgache, qu'un homme sans riz ou sans rizières n'est pas un homme, excluaient chez les « andevo » toute idée de « marronnage ». D'ailleurs n'a-t-on jamais entendu parler de révoltes d'esclaves. Un autre facteur jouait dans le même sens : « L'origine même de leur état, écrit G. Condominas, faisait que cette masse d'hommes avait subi un brassage considérable, dû aux hasards de la guerre, de la répartition du butin, puis des ventes successives. Ce qui fait que, après leur installation sur une terre, les individus mis en présence étaient rarement parents entre eux ou ne formaient que des noyaux de faible dimension. Leur seul lien était l'appartenance à un maître commun ». (3)

La condition de l'esclavage, telle qu'elle nous est décrite par Ed. C. André (4) semble très proche des « relations de clientèle » en Afrique orientale. L'esclave, nous dit-il, avait l'usufruit d'une parcelle de la terre de son maître; s'il avait la charge de la garde du troupeau de son maître, il n'en avait pas moins un troupeau personnel. Le service du maître enfin (mais là on aimerait savoir à partir de quels matériaux est faite cette estimation) ne lui demandait que la douzième de son temps.

Certes, un certain nombre d'aspects de l'esclavage sont de type essentiellement productif : la condition des esclaves de la Cour, par exemple, et aussi l'existence de la traite avec l'extérieur, la vente des esclaves à l'intérieur. Nous avons là une des possibilités d'évolution de l'Etat Malgache : passage de l'esclavage patriarcal à l'esclavage productif, mais il n'en reste pas moins que l'esclavage productif ne faisait que subsister « dans les pores » de la société merina, de même que les rapports sociaux de type féodal n'y étaient qu'en germe (5). La contradiction fondamentale de la société malgache est celle qui existe entre la communauté des hommes « libres », c'est-à-dire de verser leur contribution, et l'Etat. Et l'on peut avancer l'hypothèse que la fonction véritable de l'esclavage domestique était précisément de « libérer » des hommes pour la corvée due au Roi

(1) J. Sibree « Madagascar et ses habitants » cité dans Boiteau « Contribution à l'histoire de la nation malgache ».

(2) Curieusement d'ailleurs puisque la colonisation s'efforça de restaurer la première, de supprimer le deuxième.

(3) G. Condominas. « Fokonolona et collectivités rurales en Imerina ».

(4) « De l'esclavage à Madagascar » (1899).

(5) P. Boiteau in « Les droits sur la terre dans la société malgache pré-coloniale » La pensée N° 117, souligne que les *tompomenakely* n'étaient pas maîtres de la terre dans leur domaine mais que chaque communauté villageoise disposait de son terroir. D'où la notion de « faux-fief » avancée par les auteurs marxistes.



et à l'Etat (1). Les hommes libres, libérés du travail de la terre que cultivaient leurs esclaves, constituaient une armée de réserve au sein de laquelle l'Etat pouvait puiser en fonction de ses besoins propres (2).

En résumé, l'évolution de la société malgache jusqu'à Andrianampoinimerina peut se représenter dans la séquence suivante :

- esclavage domestique;
- domination d'une communauté rurale sur les communautés environnantes. (« esclavage » d'une communauté par une autre communauté).
- modèle précédent projeté à un niveau national, « esclavage généralisé » pour reprendre une expression de Marx concernant la société asiatique (3). La production et la reproduction des biens de subsistance reposent sur l'andevo. La production et la reproduction du système socio-économique reposent sur l'homme libre, sur la corvée et l'impôt.



### Les successeurs d'Andrianampoinimerina

Avec les successeurs du grand roi, le clivage fondamental apparaîtra d'ailleurs plus clairement. Ce ne sera plus la **caste andriana** qui préside aux destinées de l'Etat mais une alliance entre une fraction de la caste andriana et une fraction de la caste hova qui constitueront l'**aristocratie dominante**.

Le **pouvoir de fonction** qu'assumait Andrianampoinimerina contenait en germe un **pouvoir d'exploitation** et deux lignes d'évolution peuvent grossièrement être dégagées pendant cette période qui se termine avec la conquête coloniale.

#### 1) Passage de la corvée pour l'Etat à la corvée pour la Cour.

Sous Andrianampoinimerina, la corvée avait un rôle fonctionnel immédiatement perceptible : développement des forces productives. Sous ses successeurs elle devient de plus en plus un instrument au service des caprices de l'aristocratie dominante et de ses désirs de conquête (corvée militaire). De plus, on assiste à une intensification de la corvée qui autrefois n'ac-

(1) Dans la citation reprise plus haut sur les Tsimahafotsy, Andrianampoinimerina ne dit pas autre chose que : « je vous donne des esclaves pour que vous soyez en mesure de me servir ».

(2) « Dans ces conditions, comme l'écrit Ed. C. André, l'esclave ne désirait point outre mesure l'affranchissement... Au jour de la liberté, l'« Andevo » proprement dit devenait « Borizano » (\*) et devait, comme homme libre, quatre années de service militaire, l'impôt et la corvée. C'était, il faut l'avouer, une perspective peu attrayante » (\*) c'est-à-dire « citoyen », « civil ».

(3) Expression reprise par les nouvelles recherches sur le Mode de Production Asiatique (cf. Bibliographie) dont nous nous inspirons ici.

caparait pas tout le temps des hommes libres. L'Etat, la Cour avaient besoin de travailleurs spécialisés — charpentiers, forgerons etc... — Plus on était compétent, plus était lourd le poids de la corvée. Au niveau de la Cour enfin, l'esclavage tend à devenir purement productif.

## 2) Domination de plus en plus brutale des communautés villageoises.

L'accroissement des contributions exigées par le Pouvoir implique la mise en place d'un contrôle policier des communautés rurales. Des **vadintany** de l'époque d'Andrianampoinimerina, on passe aux **Sakaizambohitra** et et aux **Antily**, matérialisant dans la vie quotidienne le caractère despotique de l'Etat. La communauté villageoise perd son contenu authentique local. Elle devient un élément du système global dont le fonctionnement est tout entier tourné vers les fins que poursuit le système global. Le rapport de force autrefois dissimulé sous des formes coopératives apparaît alors à l'état brut. L'Etat devient appareil répressif et, en face de ce durcissement, la seule possibilité de réponse du village c'est le repli sur soi.

## La colonisation

Le système politique hova était despotique en son centre, féodal et esclavagiste à sa périphérie. La colonisation parvient à l'uniformiser. L'esclavage était incomptable avec l'esprit de la France libérale et libératrice. On le supprima. On supprima aussi les seigneurs « *tompomenakely* » dont les privilèges étaient inadmissibles en pays français.

Sur le plan des rapports entre le Pouvoir central et les communautés de base cependant, le Pouvoir colonial n'innova guère. La corvée fut maintenue et organisée de façon rationnelle. Comme au temps de l'Etat malgache, les artisans et ouvriers spécialisés furent les plus durement frappés : en aucun cas, ils ne pouvaient racheter les prestations qu'ils devaient à l'Etat (1). L'absence de la soupape de sûreté qu'était autrefois l'esclavage domestique amena le Pouvoir à prendre une mesure de clémence : on interdit l'appel aux « prestataires » pendant la période des travaux des champs — 3 mois par an — à déterminer en fonction des conditions spécifiques de chaque région.

Comme l'Etat merina s'était identifié à l'organisation ancienne, le Pouvoir colonial se substitua à l'appareil d'Etat précolonial. La communauté villageoise avait connu une lente agonie pendant la phase descendante de l'Etat merina, la colonisation la liquida avec méthode. Elle utilisa, lorsqu'ils servaient la raison d'Etat, les modèles d'organisation communautaire, mais comme le régime précédent, en les réinterprétant dans le sens d'un « collectivisme servile » (2) La collectivité villageoise était

(1) On sait en effet que la masse des journées de prestataires était généralement supérieure aux besoins réels des Programmes de travail de l'Administration Coloniale. L'«excédent» pouvait être racheté en argent par des individus justifiant certains critères.

(2) Cf. G. Althabe, « Problèmes socio-économiques du Nord-Congo » ISEA.

en effet responsable de la présence, du travail et du remplacement de ses représentants dans le cadre de la corvée. Elle les nia lorsqu'ils s'opposaient à ses visées, rejetant les droits des collectivités villageoises sur les terres et concessions européennes. Parachevant l'œuvre de **Rainilaiarivony**, elle vida les communautés villageoises de leur contenu authentique et exclut toute possibilité d'en faire des cellules responsables, assumant leurs problèmes internes, foyers d'un dialogue véritable avec la superstructure administrative.

On comprendra dès lors que les discours sur la nécessité d'une « participation librement consentie » du monde paysan au développement puissent faire sourire. Surtout si l'on considère le fait qu'à Madagascar comme dans la majorité des pays d'Afrique Noire, la **décolonisation** n'a pas été le produit d'un mouvement social profond, d'une prise de conscience nationale (1). Elle a, au contraire, été **octroyée** par la Puissance coloniale transformée de la sorte en père bienveillant. La mise en place d'un appareil administratif national, et non plus dirigé de l'extérieur, s'étant faite sans solution de continuité, il est bien évident que l'ensemble des déterminations historiques qui font du village un univers à part, sur lequel nos techniques d'action et d'étude n'ont qu'un impact très relatif, joue encore dans une large mesure.

Aussi l'étude que nous avons effectuée sur le village d'Ampandraofana, ne peut donner qu'une « image » partielle et probablement partielle de la réalité. Notre méthode d'enquête nous a interdit, en effet, de mettre en évidence les conflits réels tels qu'ils sont vécus par les individus, les groupes sociaux. Une observation dite **objective** laisse complètement de côté le concret vécu et néglige, faute de moyens de l'atteindre, sa spécificité. Elle se borne à élaborer une série d'hypothèses sur le ou les conflits dominants d'une société, sans pouvoir saisir le mode sur lequel la société **vit** ses propres conflits. Elle est essai d'analyse du **rapport au monde** d'une société (à la nature, aux autres hommes) sans pouvoir atteindre la « **façon dont elle vit son rapport au monde** ». Elle est « construction » : comme toute construction elle est « idéologique ».

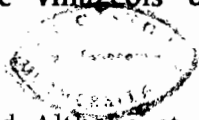
---

(1) L'anticolonialisme militant n'a que rarement dépassé le cadre urbain. L'insurrection de 1947 fut une jacquerie paysanne. Elle était une contestation révolutionnaire d'un ordre inhumain mais son sens s'épuisait dans l'acte même de la contestation : la lutte armée. Elle ne proposa pas de modèle de rechange au système colonial et la brutalité de la répression tua dans l'œuf toutes possibilités d'organisation politique du paysannat.

## BIBLIOGRAPHIE

1. G. S. Chapus et E. Ratsimba — « *Histoire des Rois* ». Traduction des « *Tantaran' ny Andriana* » du R.P. Callet. Tom. III et IV — Tananarive. Acad. Malg. 1953.
2. G. Condominas — « *Fokonolona et collectivités rurales en Imerina* » Berget Levrault (1961).
3. G. Chapus — « *Quatre-vingt années d'influences européennes en Imerina* ». Tananarive. *Bull. Acad. Malg.* 1925 Tome VIII.
4. G.S. Chapus et G. Mondain — *Rainilaiarivony ; un homme d'Etat malgache*. Paris. Edit. Diloutremer 1953.
5. Pierre Boiteau. — « *Contribution à l'histoire de la nation malgache* ». Edit. Sociales 1958.
6. Ed. C. André — « *De l'esclavage à Madagascar* ». Arthur Rousseau Editeur 1899.
7. P. Boiteau — « *Les droits sur la terre dans la société malgache précoloniale* ». in *La Pensée* N° 117.
8. Sur le système des « prestations » pendant la période coloniale. Archives de la Sous-préfecture d'Antsirabe.
9. Sur la « Société Asiatique ».
  - A. Metraux — « *Les Incas* » Seuil.
  - M. Godelier — « *Le Mode de production Asiatique* ». CERM. *La pensée*. N° 114-117-121.

Les pages qui précèdent devaient former l'introduction d'une étude que Patrice de Comarmond menait sur un village de la région d'Ambohibary-Sambaina. De grandes difficultés d'enquête l'empêchèrent malheureusement d'achever son travail. Il quitta trop vite Madagascar; il nous a brutalement quittés. Publier ce texte est pour nous un devoir d'amitié; mais nous pensons aussi que cet exposé dense et net, œuvre d'un chercheur qui connaissait de longue date le pays, son histoire et sa langue, peut éclairer la démarche intellectuelle de tous les spécialistes de Sciences Humaines face au monde villageois des Hautes Terres malgaches.



Gérard Althabé et Jean-Pierre Raison.